

renseignements pertinents. Je lui demanderais s'il n'a pu obtenir des États-Unis des renseignements qui, selon lui, sont nécessaires?

**L'hon. M. Cadieux:** Est-ce que je saisis bien la question? Nous a-t-on refusé des renseignements demandés?

**L'hon. M. Stanfield:** Les renseignements dont le ministre estime avoir besoin pour évaluer la situation, qu'il n'a pu obtenir des États-Unis.

**L'hon. M. Cadieux:** Non, je ne crois pas. Nous avons tous les renseignements nécessaires, et de fait un comité mixte des forces armées étudie ces problèmes en ce moment.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, nous pourrions nous réjouir, je suppose, de ce que le premier ministre (M. Trudeau) pourra se rendre à Washington avec un exemplaire du hansard pour le président.

**Des voix:** Oh, oh.

**M. Fairweather:** Mais la question est grave et, à mon avis, elle prouve vraiment l'utilité de la règle en vertu de laquelle notre débat se poursuit. Il est peut-être regrettable que le Parlement n'ait pas franchi l'étape suivante du processus éducatif en donnant à la télévision accès à la Chambre; alors ce que nous y faisons, bien ou mal, pourrait être partagé avec les Canadiens.

Le premier ministre dit que les Canadiens entrent en jeu, ici et ailleurs, en tant que citoyens du monde du fait que la science a fait de nous tous des voisins. Parce que je comprends certaines choses mieux que la science, cela me rappelle un discours de l'ancien président des États-Unis, John Kennedy, au Nouveau-Brunswick; il citait un poème de Robert Frost dans lequel le poète dit que les bonnes clôtures font les bons voisins. Au fond, c'est peut-être pour cela que le premier ministre se rend à Washington. Je suis sûr que les meilleurs vœux du Parlement l'accompagnent.

Tant qu'à faire preuve de bons sentiments, pour autant qu'on y attache quelque valeur, c'est le moment, me semble-t-il, de dire combien nous sommes heureux du retour du chef du Nouveau parti démocratique, le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas). Au cours de son premier débat vraiment animé, il est parvenu, monsieur l'Orateur, à vous faire admettre qu'il était important pour le Canada de tenir la présente discussion. Il a

dit que c'était le problème le plus important de notre époque. Peut-être conviendra-t-il que cette vérité n'est pas nouvelle. Nous l'avons découverte il y a quelque 25 ans, lorsque la science a dévoilé au monde d'une façon si évidente les conséquences possibles de la force atomique.

C'est un débat difficile, car nous ne pouvons pas, me semble-t-il, imiter les Phariséens, et dire au Parlement: Nous remercions Dieu de ne pas être comme le reste des hommes. C'est une tentation que nous éprouvons peut-être souvent au Canada, lorsque nous songeons à nos relations avec les États-Unis. Ce débat est difficile, car ce qu'on nous demande de faire c'est en quelque sorte de souffler au premier ministre les propos qu'il devrait tenir la semaine prochaine, lorsqu'il rencontrera le président. Il serait facile, je n'en doute pas, d'évoquer toute une série d'éditoriaux et de commentaires de la presse américaine et canadienne, qui nous aident à mieux comprendre les affaires internationales. J'ai résisté à cette tentation car je ne pense pas qu'elle ajoute grand-chose au jugement que nous devons porter. Quels renseignements, par exemple, pourrais-je donner qui puissent aider, la semaine prochaine, les dirigeants des deux pays?

Il ne faut pas oublier que le débat n'est nullement terminé aux États-Unis. En dépit de la décision du président, il n'a pas encore obtenu les crédits voulus, et deux des plus importants comités du Sénat, celui des relations étrangères et celui de la défense, discutent en ce moment même pour savoir à qui incombera la responsabilité d'examiner la décision du président.

Je suppose que beaucoup d'entre nous ont entendu le sénateur Fulbright, dimanche dernier, qui a récapitulé de façon convaincante, à mon avis, les témoignages de trois éminents savants américains. Si l'on en croit les savants et les commentaires du sénateur Fulbright, on voit combien le système ABM, est en fait, inefficace. Il est juste de dire que beaucoup de personnes pondérées, se fondant sur les renseignements qu'elles peuvent obtenir, partagent cette opinion.

Comme parlementaires canadiens, nous suivons de près le débat, partageons l'inquiétude des États-Unis et prenons parti, même ici, comme le font sans doute les gens qui diffèrent d'avis même à l'intérieur d'un même parti. Mais je me demande si nous envoyons des messages urgents à Washington pour dire si, à notre avis, le président Nixon a raison ou tort. Je suis heureux que des députés aient